



DOSSIER : RÉHABILITER OU DÉTRUIRE ? ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC DOMINIQUE PERRAULT

PROJET : IMMEUBLE À ÉNERGIE POSITIVE PAR LIPSKY + ROLLET

RÉALISATION : OSCAR NIEMEYER, L'AUDITORIUM DE RAVELLO

BRÈVES DE MÉTROPOLE : HERZOG & DE MEURON À BARCELONE

LES TOURS DE LA DÉFENSE PAR PAUL ARDENNE





Cyprien GAILLARD, Desniansky Raion, 2007, film transféré sur DVD, 29 min. © Courtesy Cosmic Galerie



RÉHABILITER OU DÉTRUIRE ? GUERRE ET PAIX DE L'ARCHITECTURE

Par Juliette Soulez et Julie Weber

NOUS AVONS ORGANISÉ UNE TABLE RONDE AU CAFÉ DES ÉDITEURS À PARIS SUR LE THÈME DE LA RÉHABILITATION ET DE LA DESTRUCTION EN ARCHITECTURE EN TEMPS DE PAIX ET EN TEMPS DE GUERRE. LES QUESTIONS QUI ONT ÉTÉ POSÉES À CHACUN DES INTERVENANTS SE TROUVENT CI-APRÈS. SI LA DISCUSSION PEUT PARAÎTRE PARFOIS RAPIDE SUR LES SUJETS ÉVOQUÉS, C'EST QUE NOUS SOUHAITONS ÉGALEMENT QUE CETTE TABLE RONDE SUSCITE ET DESSINE QUELQUES QUESTIONS ET AXES DE RÉFLEXION POUR LES LECTEURS.

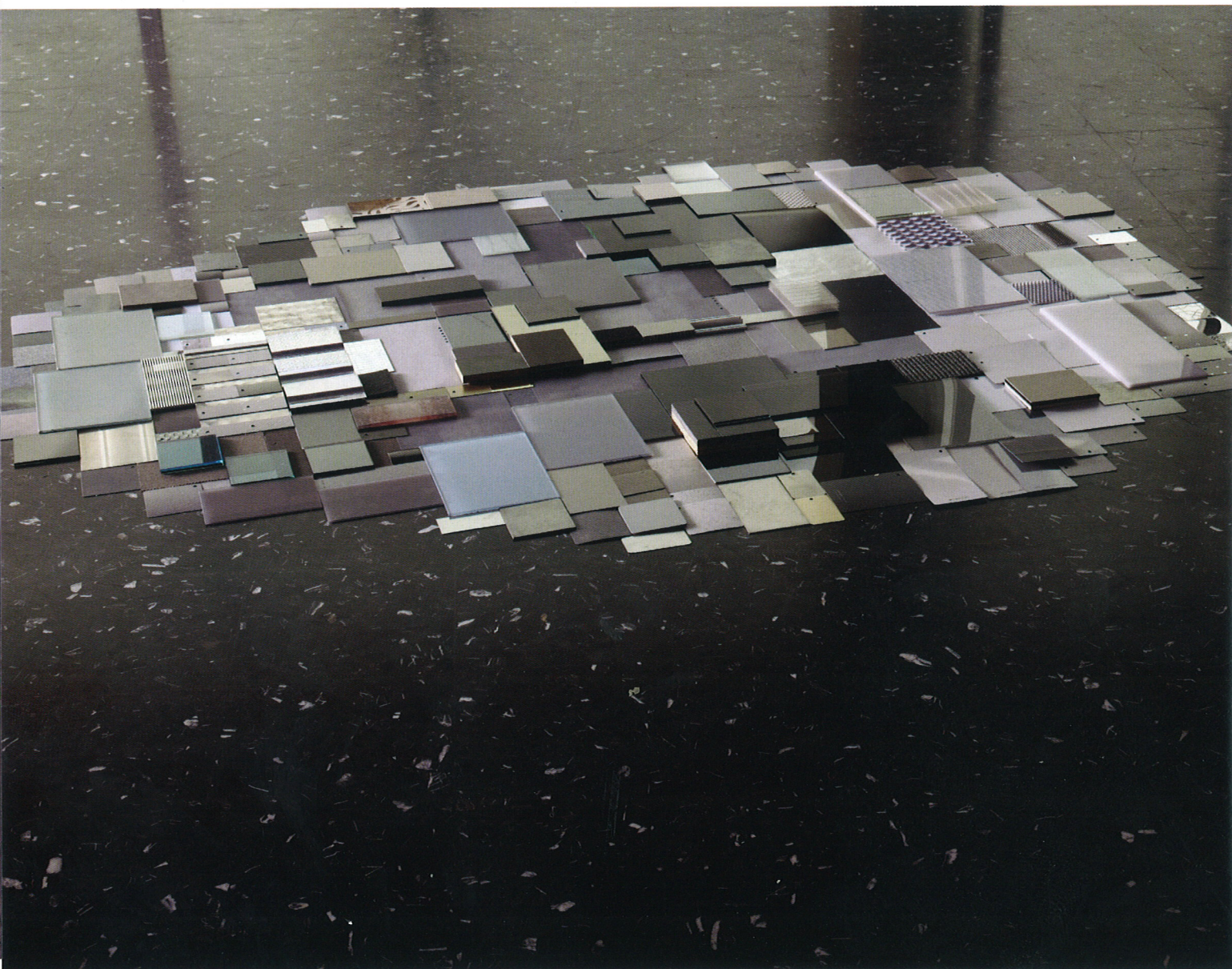
LA VILLE NOUVELLE DEH SABZ EN AFGHANISTAN DE L'AGENCE ARCHITECTURE STUDIO SERA UN EXEMPLE DE PROJET ALTERNATIF À CETTE PROBLÉMATIQUE DE LA RÉHABILITATION DANS DES SITUATIONS DE CONFLIT.

Avec :

Martine Bouchier, philosophe, professeur à l'École d'architecture Paris-Malaquais
Emmanuel Doutriaux, architecte, journaliste et critique d'architecture, professeur à l'École d'architecture de Lille

Patrick Rubin, architecte, agence Canal architecture, professeur à l'École d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée

Jade Tabet, architecte, membre de Patrimoine sans frontières, atelier d'architecture et d'urbanisme Jade et Sami Tabet.



Éric Stéphany
Out of date / Material. 2003 - 2006
Description : Collection d'échantillons de matériaux de façade périmés
Dimensions : 280 x 170cm

Modalité opératoire : la pièce est reconstituée par l'artiste ou un de ses représentants à partir d'une photographie de la dernière exposition. De cette manière, le « dessin » n'est jamais tout à fait le même. Le geste ne change pas. L'interprétation varie.

Puzzle d'échantillons périmés de matériaux de façade, la sculpture plate d'Éric Stéphany est un jeu de lignes, de reliefs et de reflets. Rigoureusement ordonnées, ces plaquettes dessinent en anamorphose pixelisée un crâne, symbole par excellence de la vanité. Out of date / Material est une douce fin pour ces chutes de verre et de miroir, un plan funéraire d'architecture réduite au dépouillement le plus extrême.

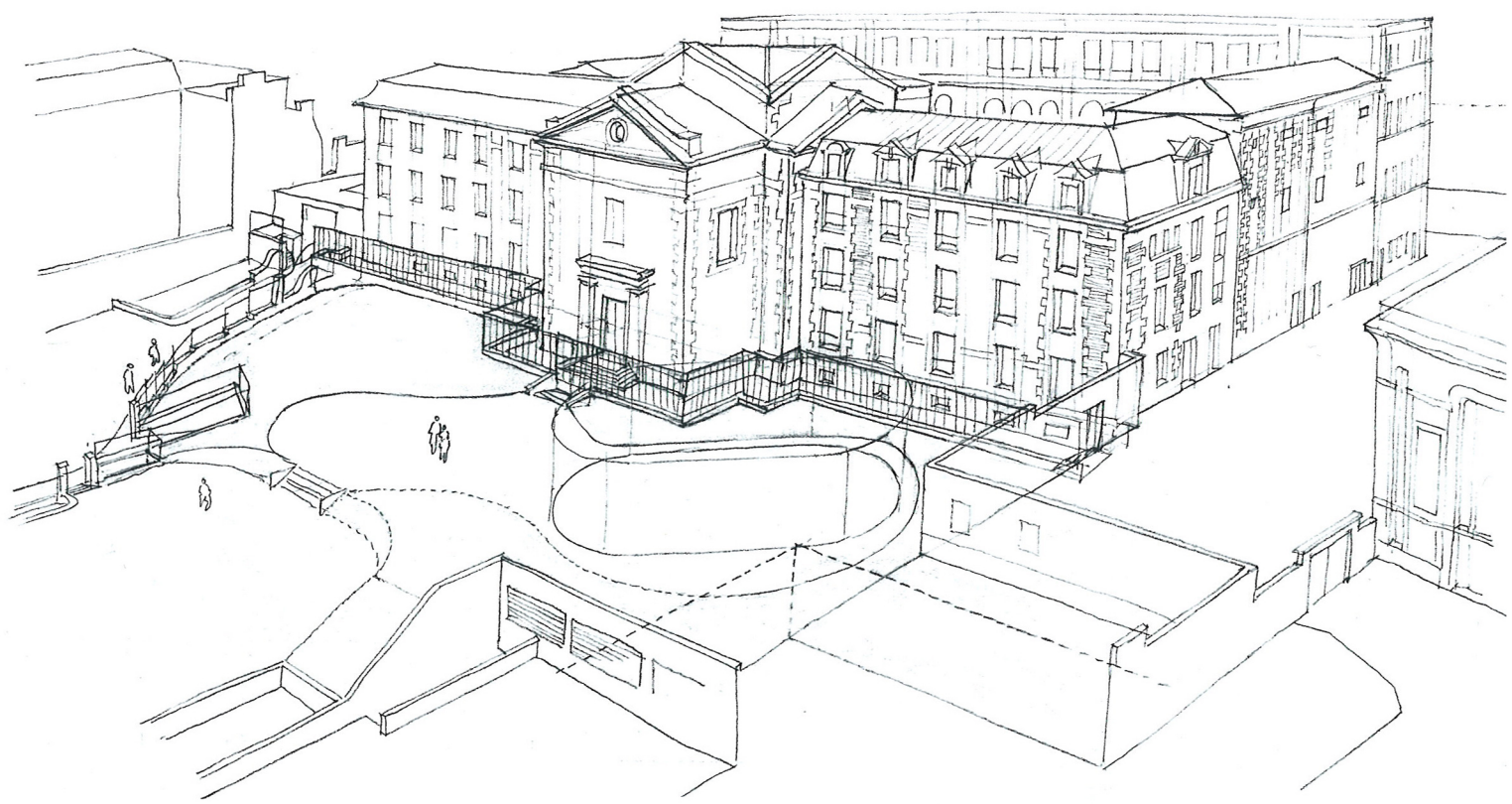
Exposition « The End », Galerie La Générale, Paris, 2007
Exposition « Zero Gravity », galerie des Beaux-Arts de Metz, jusqu'au 1^{er} mai

QUESTIONS DE RÉHABILITATION/PAIX

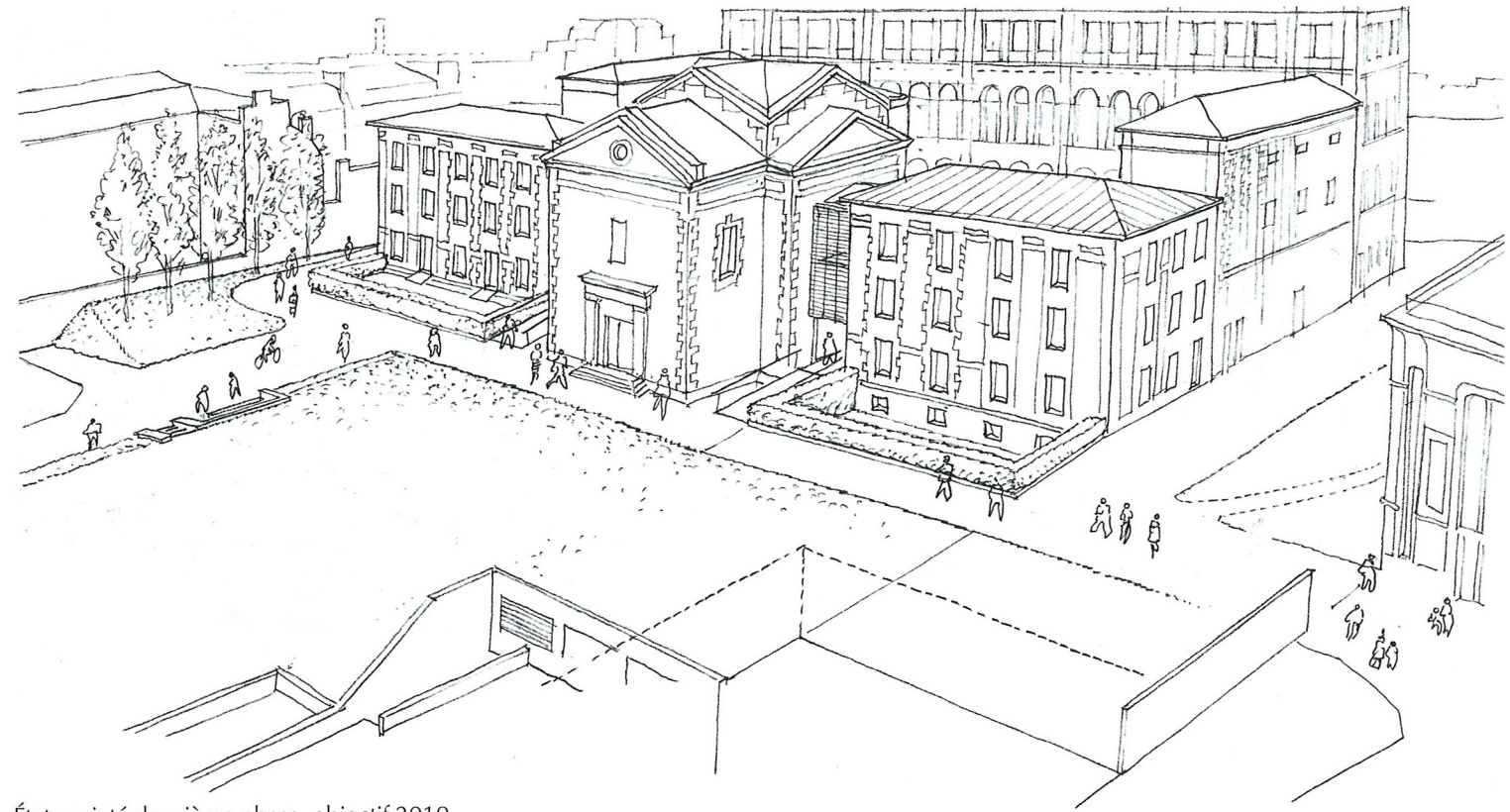
1. Statistiquement, aujourd'hui, il y a plus de travail dans le domaine de la réhabilitation que dans la construction neuve. Comment selon vous s'explique cet état de fait ?
2. Quelles sont les différences essentielles entre la réhabilitation et la requalification ?
3. Doit-on classer l'architecture contemporaine au même titre que les monuments historiques ?
4. Comment expliquer le phénomène de la réinterprétation à des fins d'habitat ou de musée d'anciennes friches industrielles ? N'y a-t-il pas une sorte de passéisme nostalgique de l'architecture ? Ne doit-on pas entretenir quelques friches ou terrains vagues dans les villes ?
5. L'architecture dans les grands ensembles est-elle responsable de la crise des banlieues ? « Casser le ghetto par un acte architectural nouveau » est-ce une solution ?
6. Réhabiliter, est-ce faire une architecture durable ? Réhabiliter ou détruire, n'est-ce pas une question propre à notre époque ?
7. Par rapport à des constructions entièrement nouvelles, n'y a-t-il pas un renouveau architectural aussi avec les chantiers de réhabilitation (extension, réinterprétation de l'ancien) ?
8. Détourner les usages anciens d'un bâtiment au profit d'usages contemporains permet-il de transmettre un patrimoine aux générations futures et d'aujourd'hui ?
9. « Ne rien détruire avant d'être sûr de proposer mieux », disait Roland Simounet. Quels seraient idéalement les critères qui permettraient de mettre en balance deux projets tels que d'un côté la réhabilitation de l'ancien et la construction du nouveau de l'autre ?
10. Le coût financier comparativement dans la réhabilitation et dans la construction neuve pèse-t-il beaucoup sur la prise de décisions des commanditaires quant à l'avenir des lieux ?

QUESTIONS DE DESTRUCTION/GUERRE

11. En ce qui concerne la destruction proprement dite, de nombreux pays connaissent des situations de guerre et de marasme. Dans les pays en guerre, l'architecte et l'urbaniste se trouvent dans des situations d'urgence. Faut-il reconstruire sur la base d'une architecture durable ou doit-on se limiter à une architecture temporaire dans l'espoir de jours meilleurs ?
12. Comment les organismes non gouvernementaux agissent pour l'architecture dans les pays en situation de guerre? Quel est le poids de ces organismes sur les chantiers liés à la guerre ?
13. L'architecture a-t-elle un impact sur l'identité d'un pays lorsqu'il se voit mutilé de son patrimoine architectural (bombardements, conflits) ?
14. Après des années de guerre et de massacres, est-il préférable dans un pays ayant retrouvé une stabilité de reconstruire en faisant table rase du passé ?
15. Contrairement à ce que prône notre époque nostalgique de ses ruines depuis les phénomènes d'industrialisation, lors de chantiers liés à la guerre, l'architecte et l'urbaniste ne se trouvent-ils pas dans une position douloureuse, voire subversive ?
16. De nombreux sites situés en zone à risque mais liés à une histoire religieuse et politique composée (voire mixte) demeurent plutôt des sites protégés car aussi convoités par plusieurs camps. L'architecture contemporaine peut-elle encore devenir des lieux aussi fortement symboliques ?
17. De la même manière, comment l'architecture contemporaine peut-elle jouer un rôle pacifiant en temps de guerre ou de reconstruction après-guerre ?
18. Dans les pays en guerre ou en période de reconstruction, l'architecture est-elle un moteur important de l'économie et des échanges avec l'international ?
19. Comment l'architecte et l'urbaniste devant travailler dans des contextes de pays instables du point de vue politique et social prend-il en compte le risque de destruction dans le cas de conflit ?
20. Dans le contexte de la reconstruction après-guerre, comment prennent-ils en compte aussi la protection des civils dans l'architecture (souterrains, abris, moyens de communication, dispositifs de surveillance pour les civils) ?



État existant en 2005



État projeté deuxième phase, objectif 2010

Carré Saint Lazare
107 bis, rue du faubourg St-Denis / Paris 10^e. 2005 > 2010 (stade chantier).
Maître d'ouvrage : mairie de Paris direction du patrimoine et de l'architecture.
Mandataire : SEMAVIP, CANAL, Patrick Rubin avec Annie Le Bot, assistés de Christophe Dubost



Carré Saint Lazare, 107 bis, rue du faubourg St Denis / Paris 10^e, état en 2006

RÉHABILITATION ET GRANDS ENSEMBLES

Jade Tabet : Pour répondre à la problématique de la destruction des grands ensembles, je pense que la situation en France est tout à fait dramatique aujourd'hui. On commence à démolir systématiquement les barres pour les remplacer par cette espèce de rêve de la maison pavillonnaire dans un déni de valeur par rapport à ces lieux de vie, dans lesquels les habitants ont parfois passé toute leur existence. Et la raison n'est pas technique, on sait très bien comment réhabiliter ces lieux. Il s'agit d'un problème d'image de la banlieue. Mais il faut tout de même le dire : le ghetto n'est pas dû à l'architecture des grands ensembles. Il suffit d'observer les banlieues cossues. Boulogne, Versailles... Mais il y a plein de bâtiments de ce genre dans ces banlieues aussi. Et cette forme d'architecture n'y suscite pas d'émeutes !

Juliette Soulez : Oui, je suis d'accord avec cette idée.

Patrick Rubin : La question que nous nous posons concernant la clôture sociale et l'architecture des grands ensembles demeure liée intrinsèquement à ce qu'on pourrait nommer deux formes de traumatisme, celui du contexte d'origine de ces bâtiments qui est la période de la reconstruction et le contexte d'aujourd'hui lié à une très grande paupérisation. Quand ces grands ensembles ont été construits en France, dans la période de l'après-guerre, ils correspondaient à une véritable nécessité. Et ils ont engendré des réactions de satisfaction indéniables à l'époque. Mais il y a eu une défaite sur le plan stratégique qui rend leur pérennité aujourd'hui difficile : la politique du dépeuplement, le prix et l'insuffisance des transports RER. Cette politique, que l'on doit à Chalandon (alors au ministère de l'Équipement entre 1968 et 1972) était en réalité une première incitation à ce que s'effectue par le haut la sélection des classes sociales et que soit mise à mal une forme de mixité pourtant essentielle aux programmes des grands ensembles. Et le contrecoup pour l'architecture aujourd'hui, c'est en effet le modèle coercitif du pavillon, de la petite haie, et de la raquette de retournement. Mais il y a également un autre aspect ici qui relève de l'aspect juste fonctionnel

de ces barres : on parque là-dedans des centaines de logements sans aucun scrupule ni questionnement. Par ailleurs, l'État souligne toujours les milliards qui ont été investis dans la requalification de ces sites. Mais dans quoi a-t-on investi ? Eh bien, dans des lumières, des barrières et des clôtures, ce qui n'est évidemment pas suffisant en matière de réhabilitation ni d'équipement public. Cependant, je ne suis pas sûr qu'il faille conserver tous ces grands ensembles.

J.T. : Oui, mais la destruction de ces barres est trop systématique.

P.R. : Sans tout détruire, on peut aussi donner plus d'importance aux transports et garder la structure du bâtiment dans les réhabilitations. La génération des Lionel Schein et des Joseph Belmont ont beaucoup compté dans l'histoire des grands ensembles, d'abord pour le lobby du béton qui s'en est suivi et également pour le plan Construction des préreformateurs avec Paul Douvroulier dans les années 1970. Les structures, squelettes et ossatures de ces bâtiments qui restent aujourd'hui de cette architecture peuvent être tout à fait réutilisées, « canibalisées » dans un geste de réhabilitation contemporain qui prenne en compte aussi les réglementations du PMR.

J.T. : C'est le contraire du passéisme... Ces bâtiments peuvent tout à fait devenir, en les conjuguant de manière intelligentes, des boîtes très performantes et mixtes du point de vue technique.

P.R. : Exactement ! D'ailleurs, si on ajoute la mutualisation des services à cette forme de réhabilitation, on est ici très proche de la conception de Yona Friedman ! Enfin, c'est dire aussi que tout n'est pas perdu dans cette question des grands ensembles et qu'on a les moyens de proposer des alternatives.

Emmanuel Doutriaux : Peut-être, mais tout de même, parfois, ces bâtiments ne sont pas très « cosmétiques ».

J.T. : Eh non, il n'y a rien de cosmétique ici.



Le palais de la République à Berlin-Est en 1977. Le palais a été construit à la place du château des Hohenzollern. Ouvert en 1976, il fut le siège de la Volkskammer (chambre du peuple) - le parlement de la RDA - et un important lieu culturel et de rencontre. En 2002, le Bundestag s'est prononcé pour sa destruction qui a commencé le 27 février 2006 et devrait voir l'ancien château des Hohenzollern reconstruit à l'identique à la place © Istvan

ARCHITECTURE ET SYMBOLE

P.R. : Enfin, si tu gardes le squelette, tu peux vraiment avoir une très grande liberté dans l'interprétation des structures existantes, en évitant d'ailleurs le façadisme.

J.S. : Quel est l'intérêt sur le plan technique de garder la structure globale ? Si on prend l'exemple un peu particulier de l'université de Jussieu à Paris, pourquoi garder ce bâtiment ?

E. D. : Il semble en effet paraître plutôt contraignant de garder les squelettes des bâtiments...

P.R. : La question s'est posée de savoir s'il fallait réhabiliter ou détruire ce parc. Il ne s'agissait pas du tout d'un compromis, comme garder le meilleur de l'un pour aller vers le meilleur de l'autre. Et cela aurait été une folie de tout détruire. Et d'ailleurs où seraient allés les déchets ? L'amiante se trouve dans l'enveloppe du bâtiment, dans les parois, pas dans la structure.

E.D. : Il y a un autre niveau. C'est le niveau symbolique et historique. Quand on regarde les problèmes qu'ont engendré la réhabilitation de certains bâtiments à Berlin, dans la partie de l'ex-RDA notamment. Le palais de la République par exemple se situait dans un site extraordinaire, un véritable Beaubourg à la Est-allemande. Du centre culturel, au centre artistique, au centre social, à ce palais de la République où se tenaient les assemblées du comité central, on avait là un condensé d'équipement qui drainait tout le pays. Mais le palais était bourré d'amiante. Après la chute du mur, quelques révisionnistes comme l'homme d'affaires Wilhelm von Boddien se sont emparés de la question en disant que ce bâtiment du palais de la République était insensé. Ils arguaient qu'il devait disparaître au profit de la reconstruction de l'ancien château des Hohenzollern (datant du 18^e siècle) qui se tenaient là initialement jusqu'en 1950 quand les Soviétiques avec Walter Ulbricht l'ont rasé pour des raisons idéologiques voyant dans ce bâtiment le symbole de l'Empire prussien. De cette récupération politique, s'en est suivie une énorme polémique à Berlin dans les années 1990 qui n'a toujours pas été résolue aujourd'hui, malgré le vote en 2002 en faveur de la reconstruction du château. À l'heure actuelle, le palais de la République est encore une sorte de magnifique semi-ruine (due à la phase de désamiantage), et il accueillait encore il y a peu de temps des expositions. Le statut de ruine de ce bâtiment est d'ailleurs également une autre manière de parler de cette question de la réhabilitation face à l'histoire dans un quartier tout à fait significatif de ce point de vue.



Vue de la destruction du palais de la République en février 2007 © DR

P.R. : On se souvient aussi du palais Bunker dans *Les Ailes du désir* mais aussi de tout le quartier si merveilleusement filmé par Wim Wenders...

E.D. : Oui, par où on voit toute la béance, l'intervalle avec le mur... Enfin tout cela pour dire qu'il s'agit d'une question éminemment politique mais aussi éthique. La Friche comme lieu de déviance...

J.W. : Et cela met aussi la question des friches urbaines au centre de notre discussion...

J.S. : D'ailleurs, à Paris mais aussi à Berlin, les mairies sont la plupart du temps plutôt favorables à la réhabilitation. Je pense notamment aux anciennes pompes funèbres du 19^e dont l'agence Jakob & MacFarlane s'occupe et qui vont devenir à la fois un lieu de culture et un lieu pour les investisseurs. Les friches ici sont entièrement réhabilitées et utilisées.

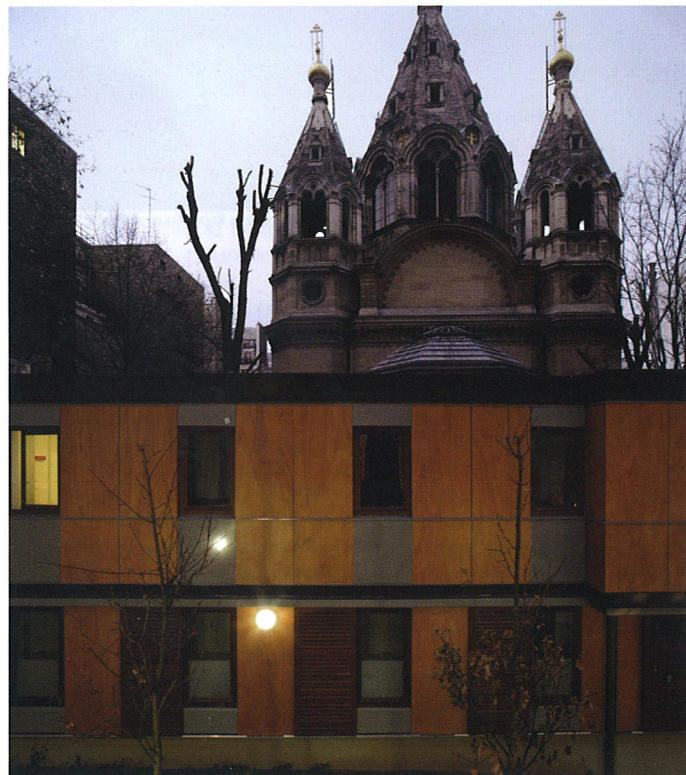
J.W. : Mais ne faut-il pas laisser certains lieux en déserrance ?

E.D. : Le politique ne peut qu'être contradictoire s'il prend la décision de laisser des lieux en friche parce que la friche, c'est le lieu de toutes les libertés, dans lequel il y a des zones d'échange sans contrôle.

P.R. : D'un autre côté, on a la demeure historique, la belle demeure qui a vécu sauvagement et que l'on va réinvestir en enfonçant la porte et en la squattant et de l'autre côté le bâtiment que l'on va réhabiliter officiellement en le laissant en friche. Le Palais de Tokyo en est un exemple. Ce bâtiment est la première friche institutionnelle parisienne et cela n'a pas été sans susciter quelques questionnements justement sur l'institution culturelle aujourd'hui et ce type de réhabilitation. Il y a aussi le 104 rue d'Aubervilliers...



Réhabilitation et extension d'un foyer de jeunes travailleurs à Paris 8^e, Emmaüs Habitat, Architectes : Atelier Jade & Sami Tabet Architectes, Shon : 1 800 m², Opération livrée en 2007, crédit photos : S. Lucas



Réhabilitation et extension d'un foyer de jeunes travailleurs à Paris 8^e, Emmaüs Habitat, Architectes : Atelier Jade & Sami Tabet Architectes, Shon : 1 800 m², Opération livrée en 2007, crédit photos : S. Lucas

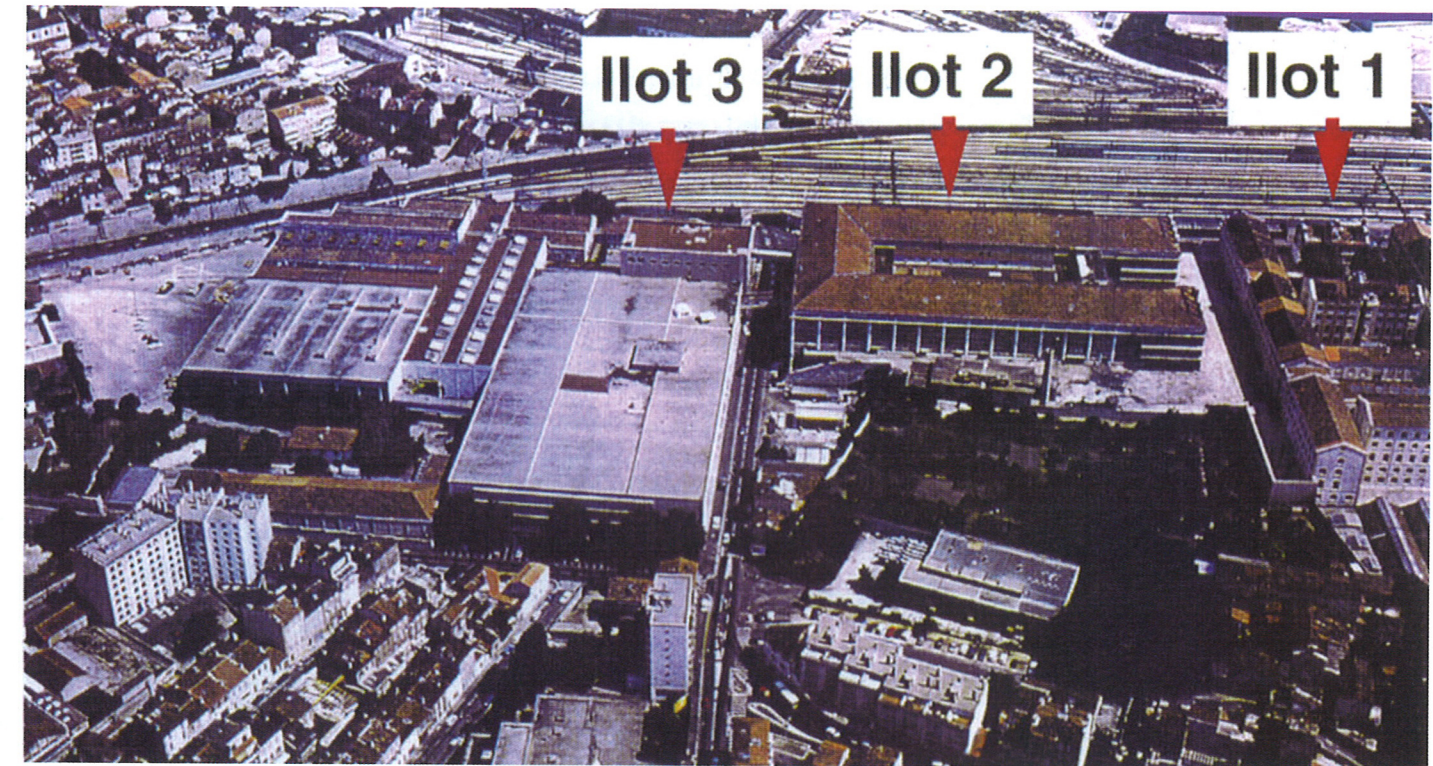
E.D. : En ce qui concerne la friche proprement dite, on peut par ailleurs constater que ces lieux qui deviennent souvent des lieux moteurs pour l'art et la culture sont finalement réutilisés comme des vecteurs du développement durable. Ça dure cinq, dix ou quinze ans et ensuite l'art et la culture disparaissent au profit d'activités différentes. Cette idée de la friche comme moteur de la création est intéressante mais lorsque les citadins en ont fait des quartiers suffisamment balisés, on observe alors la multiplication d'activités économiquement rentables et de profit.

P.R. : À l'inverse, on observe aussi le phénomène américain de la migration du centre-ville en périphérie et vice versa aujourd'hui. Je pense notamment à la ville de Washington DC où le ghetto s'est tour à tour trouvé d'abord en banlieue, puis dans le centre, puis à nouveau en périphérie.

P.R. : Enfin, pour revenir sur des lieux comme le Palais de Tokyo ou le 104, ce qui pour ma part me dérange, c'est qu'ils sont très stratégiques, impliquant une forme de manipulation de la ville que je n'aime pas beaucoup.

J.S. : Oui mais ce qu'on trouve dans ces lieux, c'est la possibilité d'un espace maximal et d'un immense volume pour des équipements qui sont en outre tous neufs. Il me semble que c'est mieux de les réhabiliter de cette manière que de les démolir et de les remplacer par un programme immobilier.

P.R. : Oui, en outre, ces lieux sont des véhicules provisoires qui autorisent au moins une chose : qu'ils ne soient pas détruits. Voilà encore un point positif.



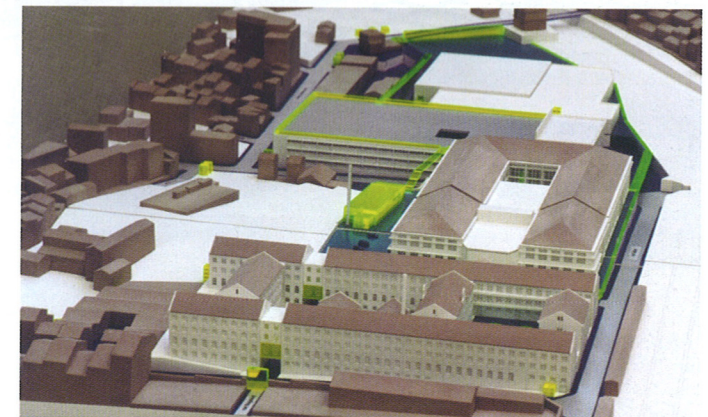
L'ARCHITECTURE ET LE PATRIMOINE

J.S. : Détourner les usages anciens d'un bâtiment au profit d'usages contemporains permet-il de transmettre un patrimoine aux générations futures et d'aujourd'hui ?

J.W. : Oui, On a toujours détourné les usages des anciens bâtiments, cela a toujours été ainsi. Je ne vois pas le problème de le faire aujourd'hui. Ces réutilisations de l'existant ont permis des transformations d'usages et des questions sociales de manière presque naturelle.

P.R. : Le bâtiment du journal *Libération* demeure à ce titre tout à fait singulier. On nous avait contactés à Canal Architecture pour la réhabilitation de cet ancien garage rue Béranger à Paris, au moment où un autre quotidien se créait – il s'appelait le *Grand Paris* – qui n'a jamais vu le jour. Le journal *Libération* a finalement opté pour le site. Dans les différents projets sur ce site, un promoteur avait proposé de démanteler la rampe pour faire 18 bureaux. Mais il cassait l'intelligence de ce bâtiment, qui était en réalité une superstructure sur quatre niveaux qui n'avait pas d'infrastructure. À l'agence, nous voulions garder cette intelligence et cette honnêteté du bâtiment. Aujourd'hui, les bureaux de *Libération* fonctionnent très bien et si demain on y installe une résidence service ou une auberge de jeunesse, il en sera sans aucun doute de même.

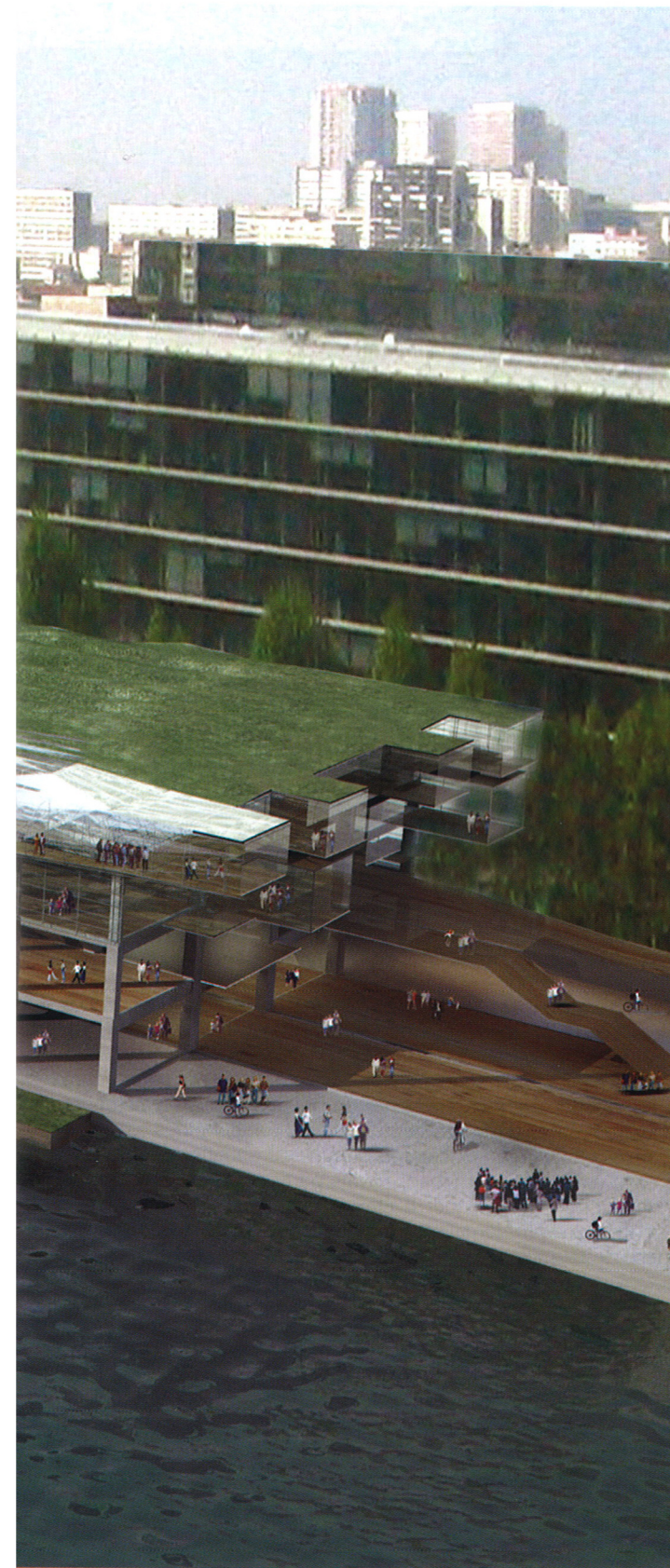
E.D. : On peut aussi faire référence à *L'Allégorie du Patrimoine* de Françoise Choay. En effet, jusqu'où va-t-on dans cette logique patrimoniale ? Oui, dans quelle mesure est-on par exemple prêt à ce qu'une ville comme Paris évolue ? Un exemple : la Cité de l'architecture et du patrimoine au Palais de Chaillot. Pourquoi avoir choisi cet endroit ? Elle aurait mérité un bâtiment entièrement neuf, soit dans la grande agglomération parisienne, soit dans le centre de Paris. Pour prendre un autre exemple, Tokyo où l'architecture est conçue pour être légère et pour être construite et déconstruite sans cesse. Quand on en revient, on est électrisé, grisé ! Par rapport à Tokyo, Paris perd sa chance ! Tout le monde en parle : Paris est une ville-musée...



CI-dessus : Friche de la Belle de Mai à Marseille 1996 > 2000 (projet non réalisé)
1996 : note de synthèse en vue d'une étude urbaine de faisabilité sur le site de la Belle de Mai, en fonction des impératifs de relogements de différentes entités, en raison de projets de développement du site à l'échelle du plan Euroméditerranéen.
1999 : étude pour un schéma fonctionnel de l'Ilot 3, destiné à reloger l'association Système Friche Théâtre
2000 : étude pour un schéma de cohérence des espaces publics et mission de coordination architecturale
Maître d'ouvrage : Euroméditerranée, établissement public d'aménagement
CANAL, Patrick Rubin avec Annie Le Bot
NB : Le site a, depuis, été largement restructuré, en suivant très partiellement les schémas directeurs produits par CANAL



Vue aérienne des docks de Paris, la Cité de la mode et du design par Jakob & Macfarlane © Jakob & Macfarlane



J.T. : Je ne sais pas. La question de la ville-musée me semble être essentiellement économique. Paris est une ville pour les riches, avec de plus en plus de nouveaux riches. Ce n'est pas tant une question d'architecture qu'une question d'image. Enfin, en Italie, c'est pire de ce point de vue. Là, tout est vraiment figé...

P.R. : Je dirais plutôt que les charmes des villes italiennes ce sont ces chantiers incessants et ces travaux de rénovation infinis ! Ce qui est à l'inverse terrible en France ce sont les finitions des bâtiments qui semblent vraiment figées pour des années.

E.D. : On peut aussi voir qu'en Chine, finalement, cette tendance à construire puis démolir et reconstruire demeure une réalité très « corporate ».

P.R. : Et d'ailleurs, nous pourrions tout à fait replacer cette question dans le contexte des préoccupations du développement durable. L'architecte ne doit pas simplement penser les formes, mais il doit prendre en compte la question de la destruction des traditions, des savoir-faire, des modes de vie. Lorsque la destruction de l'architecture éradique ces formes de vie, la société se trouve totalement détournée de ses habitudes. Aussi, pour des raisons de sustentabilité, il faudrait parfois mieux reconstruire à partir de matériaux traditionnels, en impulsant de nouveaux emplois pour les autochtones et en les faisant participer aux grands chantiers de la ville.

J.T. : Oui, mais ce que l'on appelle authenticité dépend complètement des cultures. Une transmission totale des savoir-faire n'existe pas réellement.



Akram Zaatari
Saïda June 6, 1982
2002-2006.

Digital composite image. 112 x 300 cm, lightjet print.
Courtesy of the artist and Sfeir Semler gallery, Hamburg/Beirut

Cette œuvre d'Akram Zaatari est exposée jusqu'au 19 mai au Centre Pompidou à l'espace 315 dans le cadre de l'exposition «Les inquiets: cinq artistes sous la pression de la guerre.»

L'exposition propose des œuvres de cinq artistes israéliens, palestiniens et libanais, autour du thème de la guerre, et plus précisément du Moyen-Orient. Sont ainsi présentés les œuvres d'Akram Zaatari, Yael Bartana, Rabih Mroué, Ahlam Shibli et Omer Fast.

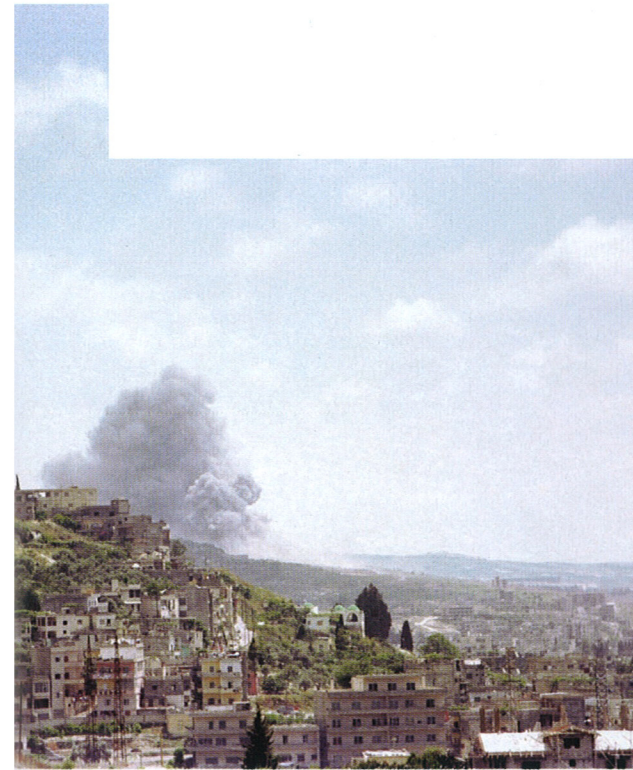
Saïda June 6, 1982 d'Akram Zaatari est extrait d'une vidéo homonyme relatant les explosions liées à la guerre le 6 juin 1982 au Liban. Ce document questionne la valeur du documentaire et la mémoire.

Akram Zaatari est membre de la fondation arabe pour l'image (FAI) à Beyrouth.

L'ARCHITECTURE ET LA GUERRE

J.S. : Nous pourrions évoquer ici la question de l'architecture, de l'identité et de la guerre.

J.T. : En particulier s'il s'agit de la question du monument. Lorsqu'on fait le choix d'incarner une identité dans un bâtiment, il s'agit en réalité d'une déclaration de guerre. Il y a des bâtiments comme cela tout à fait caractéristiques de situations de conflit, de pays en guerre. Au Liban, j'avais participé à un débat sur la reconstruction dans lequel il était question de l'architecture en relation à des problématiques identitaires. Il y avait comme une espèce de cristallisation sur cette question. À cela, moi, je réponds en tant qu'architecte avec les préceptes du modernisme, dans lesquels il y a une certaine neutralité de l'architecture, ce qu'on appelle un style international. Au Liban, tout le projet autour de la réhabilitation de Beyrouth a d'abord reposé sur la table rase. Tout raser et reconstruire un peu à la manière de Dubai. Cette volonté était donc liée à un projet politico-économique pour que la ville retrouve sa fonction de centre financier et de lieu de passage. Ce plan n'a pas marché à cause des conditions politiques. Alors, ils ont construit, dans une espèce de mouvement de repli, dans le style ottoman de la maison libanaise. Il y a eu de nombreux débats à ce propos. Chaque promoteur suivant le client auquel il s'adressait construisait soit dans le style néoturc, soit dans le style néo-arabe et, quelque soit le style choisi, en béton armé.



Anselm Kiefer, *La maison Voyage au bout de la nuit*. Le Grand Palais, Paris, Monumenta 2007
© Ministère de la Culture et de la Communication. Photo Marc Damage

J.S. : Je serais quant à moi plutôt d'avis que le geste architectural demeure très important, même en temps de guerre, et que la neutralité du style international n'est pas l'unique réponse au problème de la reconstruction.

J.W. : Oui. Mais il y a aussi le problème des grands chantiers de reconstruction, comme par exemple celui de la nouvelle ville de Kaboul par Architecture Studio. L'Afghanistan est toujours en conflit. Comment construire et reconstruire dans les moments d'accalmie liés à une guerre sans prévoir que le conflit reprenne? Comment l'architecture peut-elle aussi représenter un refuge pour les habitants? Comment concevoir une architecture à la fois pacifiante et protectrice?

Martine Bouchier : Pour faire référence au livre de Sebalt et Charbonneau, *La Destruction comme histoire naturelle*, sur l'éradication des villes allemandes après 1945, on voit bien qu'après une guerre, les gens veulent reconstruire les villes en tablant sur la paix et non sur un retour de la guerre. Reconstruire une ville en se disant que la guerre risque de recommencer, je trouve cela épouvantable.

E.D. : Cela dépend des guerres.

M.B. : Oui. On peut aussi évoquer les œuvres qui parodient la destruction. J'ai pas mal travaillé sur ce sujet. Le premier moteur pour moi lorsque j'ai commencé à m'intéresser à la question de la destruction a été le constat de son omniprésence dans les médias et les journaux. On en voit les images tous les jours à la télévision,

sans arrêt. On a vraiment le sentiment de vivre dans un complet chaos. Gaza, Grozny... Mais Shanghai également. Le monde vit avec les ruines et les gens se débattent au milieu du chaos et de la violence.

E.D. : On pense à Anselm Kiefer tout de suite, pour ce qui est des artistes qui travaillent sur ces questions-là...

M.B. : De mon point de vue, c'est une institutionalisation et une récupération. Monumenta l'année dernière était de ce point de vue très problématique.

J.S. : Oui. Mais, en temps de guerre et de reconstruction, quel statut ont les ruines? Comment les réhabilite-t-on?

J.T. : Je connais bien l'exemple de la Bosnie. Pendant la guerre, on ne détruit pas seulement. On réhabilite aussi. Chaque fois qu'il y a des démolitions, la vie reprend le dessus et le cours des choses s'intensifie d'autant plus. Il y a eu pendant toute la durée de la guerre en Bosnie des séries de tentative de réhabilitation de l'architecture. De manière un peu étrange, ce n'est qu'après la guerre, quand la paix est revenue, que l'on a pu vraiment démolir et reconstruire.

E.D. : Oui, la ruine est un stigmaté pour les autochtones...

M.B. : Et dans les périodes de reconstruction après de longues guerres, en effet, l'architecte est souvent amené à reconstruire en faisant table rase de l'architecture passée.